



CTB

**AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT**

RAPPORT ANNUEL 2010

**PROJET « APPUI A LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION DANS
LA COMMUNE DE SIDI FREDJ, WILAYA
SOUK AHRAS (ALG 04 011 11). »**

Table des matières

1 FICHE PROJET	3
2 RÉSUMÉ	4
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION	6
2.2 POINTS SAILLANTS.....	7
2.3 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS.....	7
3 EVOLUTION DU CONTEXTE.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
4 ANALYSE DE L'INTERVENTION	9
4.1 ANCRAGE INSTITUTIONNEL ET MODALITÉS D'EXÉCUTION	9
4.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE	9
4.2.1 Indicateurs.....	9
4.2.2 Analyse des progrès réalisés.....	11
4.2.3 Risques & hypothèses	11
4.2.4 Critères de qualité	11
4.2.5 Impact	11
4.2.6 Leçons apprises et recommandations	12
4.3 RÉSULTAT 1	13
4.3.1 Indicateurs.....	13
4.3.2 Bilan activités	15
4.3.3 Analyse des progrès réalisés.....	15
4.3.4 Risques et hypothèses.....	16
4.3.5 Critères de qualité	16
4.3.6 Exécution budgétaire	17
4.3.7 Leçons apprises et recommandations	17
5 BÉNÉFICIAIRES	23
6 SUIVI DES DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
<u>7</u> ANNEXES.....	26

1 Fiche projet :

Pays Partenaire	La République Algérienne Démocratique et Populaire.
N° d'intervention DGCD	ALG 040 .011.01
Code Navision CTB	NI 19605/11
Partenaire institutionnel	Ministère de la Solidarité Nationale et de la Famille.
Durée d'intervention	60 mois.
Signature de la convention spécifique	14 Novembre 2005.
Durée de la convention spécifique :	60 mois à dater de la signature par les représentants officiels accrédités des deux pays, la convention a été prorogée le 14 Novembre 2010 et ce jusqu'à Mai 2013
Date de démarrage de l'intervention	Mai 2008.
Contribution du pays partenaire	135.000 Euros.
Contribution de la Belgique	4.956 750 Euros y compris les frais liés à la formulation du programme proprement dit.
Contribution totale	5 091 750 Euros.
Secteur d'intervention	La lutte contre la pauvreté.

Résumé succinct du Programme :

***Objectif global** : la pauvreté et l'exclusion reculent en Algérie.

***Objectif spécifique** : la pauvreté et l'exclusion reculent à Sidi-Fredj.

***Résultats attendus :**

R.1. : Les services sociaux et communautaires de la commune sont améliorés.

R.2. : Le sous-emploi diminue.

R.3. : La gestion des ressources naturelles est améliorée.

2 Résumé :

Depuis Septembre 2000, le Gouvernement Algérien est signataire des objectifs de Développement du Millénaire. L'Algérie, en adhérant à ce programme, s'est engagée à une lutte contre la pauvreté, l'illettrisme, la faim, les disparités entre les sexes, la mortalité infantile et maternelle, la dégradation de l'environnement et à la mise en œuvre d'un partenariat mondial pour le développement. Ces efforts sont suivis régulièrement selon 48 indicateurs par un rapport national sur les ODM. Le premier rapport de suivi a été publié en Juillet 2005.

Suite à la conférence nationale sur la pauvreté en Octobre 2000, le Gouvernement s'est engagé dans une série d'études et d'expériences liées à la lutte contre la pauvreté. En particulier, le Ministère de l'emploi et de la solidarité a lancé dès Septembre 2001 des projets pilotes dans cinq communes pauvres du pays. Ce programme est articulé essentiellement sur le logement, le développement d'infrastructures socio-éducatives, d'infrastructures publiques, la création de petites exploitations agricoles, la formation et l'alphabétisation et le soutien au mouvement associatif local.

Le MSNF coordonne aussi l'élaboration régulière du rapport national de développement humain et des études transversales, assure le suivi périodique des ODM et pilote les projets de lutte contre la pauvreté.

C'est dans ce contexte que le MSNF et la coopération Belge ont décidé d'unir leurs efforts sur l'une des communes pilotes, la commune de Sidi-Fredj. Une mission d'identification a été réalisée entre le 10 Mars et le 6 Avril 2004. Sur base des résultats de l'identification, une mission de formulation a démarré le 27 Février 2006 et s'est terminée le 10 Mai 2006, prenant en compte les actions de développement réalisées depuis la période d'identification.

Le Programme :

- Le Programme a une durée d'intervention de 60 mois à compter de Mai 2008.
- Le Programme est décentralisé au niveau de la commune de Sidi-Fredj.
- L'objectif global est : la pauvreté et l'exclusion reculent en Algérie.
- L'objectif spécifique est : la pauvreté et l'exclusion reculent à Sidi-Fredj

* L'approche humaine qui caractérise les programmes de lutte contre la pauvre et l'exclusion est l'approche dominante. Elle sera croisée avec l'approche territoriale, systémique et sectorielle de manière à fédérer les différents acteurs et les différents fons autour d'une stratégie communale de développement concrétisée par un Plan Communal de Développement et de lutte Contre la Pauvreté (PCDLP).

* La méthode participative et décentralisée est retenue à tous les niveaux de la programmation, de l'exécution et du suivi du Programme.

* Au niveau des citoyens, l'approche participative ira jusqu'aux analyses intra-ménages, en raison de la forte différence d'accès aux opportunités de développement entre les femmes et les hommes dans les systèmes traditionnels et patrilinéaire et de l'évolution des modèles sociaux et économiques entre les générations.

* Au niveau des communautés, le PCDLP tiendra compte de l'unité « Mechta » qui représente l'unité socio-territoriale de décision.

* Au niveau des partenaires locaux, les acteurs essentiels seront l'APC, la CDP, les institutions financières et les services techniques de la Daïra de Merahna et de la Wilaya de Souk-Ahras. Les renforcements institutionnels, les formations, les visites et les attachements d'expertise viseront ensemble à développer les capacités locales de gestion du développement socio-économique et de la lutte contre la pauvreté et ainsi la durabilité du processus.

* Le système de Programmation locale à moyen terme (15 ans) au niveau des communautés englobant les activités communautaires et individuelles sera retenu pour l'élaboration du PCDLP en première année et pour les réactualisations périodiques.(le PCDLP sera engagée début Janvier 2011).

* En phase d'exécution et de suivi, soit à partir de la deuxième année, le Programme financera les activités ou les paquets d'activités selon le système de modules et le système de groupe d'intérêt commun. Ces systèmes permettent en général, pour un Programme relativement court de cinq années, une efficacité de réalisation supérieure à celle de l'exécution en développement local ouvert.

• **Les bénéficiaires :**

- Directs : 1300 ménages de catégorie pauvre et moyenne.
- Indirects : les institutions et organisations locales partenaires du Programme, en particulier la CDP, les services techniques de Daïra et de Wilaya, l'APC, les institutions financières et le secteur privé (services, commerces, entreprises).

• **Exécution du programme :**

-1^{ere} phase :

- * Mise en place des ressources humaines et matérielles.
- * Renforcement institutionnel, formation, visites et études complémentaires.
- * Programmation communale participative sur 15 ans.
- * Réalisation de projets issus de besoins urgents identifiés lors de la formulation, amélioration des services liés au cadre de vie, démonstration de techniques nouvelles et enseignement à distance.

-2^{eme} phase : d'une durée de quatre ans, elle sera consacrée à la réalisation de résultats et d'activités en possibilité de ripage financier et technique sur deux autres communes et durant les six derniers mois, le Programme assurera le transfert progressif vers les collectivités locales.

• **Les résultats attendus :**

- Résultat N°1 : les services sociaux et communautaires sont améliorés.
- Résultat N°2 : le sous-emploi diminue.
- Résultat N°3 : la gestion des ressources naturelles est améliorée.

- Le ripage institutionnel du Programme sur les deux autres communes de La Daïra démarre en début de 2eme année. En effet, en concentrant les activités de renforcement institutionnel et de formation en 1ere année au niveau du programme, de l'APC, de la Daïra et de la Wilaya et en prévoyant des attachements d'assistance technique et des moyens logistiques renforcés dans les institutions locales, ces institutions et les agents seront en mesure d'effectuer le ripage des idées adoptées dans les autres communes dès la 2eme année.

Le ripage financier et technique dans ces deux communes se réalisera avec les fonds de recouvrement des micro-crédits de Sidi-Fredj.

- **Stratégie de transfert progressif :**

La continuité du développement du processus de lutte contre la pauvreté sera assurée par les actions continues de renforcement institutionnel, de formation et de communication, en particulier à la CDP qui restera la cellule de proximité de lutte contre la pauvreté, le dispositif PPDRI qui continuera à fédérer les différents fonds communaux et sectoriels dans une approche de développement rural, l'ANGEM et la CRMA qui maintiendront les services financiers de proximité, les services techniques de Daïra qui auront acquis des nouvelles compétences en matière de planification locale, de ciblage des populations et de coordination sectorielle pour un impact socio-économique amélioré.

Les autres secteurs rentreront de manière coordonnée dans le dispositif de lutte contre la pauvreté (DAS, CNAC, ANSEJ). En cours d'exécution, le développement des secteurs associatifs et privé permettra la prise en charge d'une partie des activités pour l'avenir.

- **Structure d'exécution :**

- Une Direction du Programme composée de : un responsable national désigné par le MSNF, un coresponsable et ATN recruté par CTB , une assistante chargée de l'administration et des finances ,un gestionnaire, une secrétaire, un chauffeur , une femme de ménage et trois gardiens.
- Une cellule technique composée de : un expert chargé du PDLCP, deux animateurs de développement rural, un responsable de l'alphabétisation et scolarisation à distance, un chauffeur et trois gardiens.
- Des conventions de partenariat lient le Programme avec les services techniques de la Daïra (agriculture, foret, hydraulique, santé, éducation, APC, Daïra et ONEFD).

2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Effizienz	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique	B	C	X
Résultat 1	B	C	X
Résultat 2	B	C	X
Résultat 3	B	C	X

NB/ La durabilité n'est pas encore mesurable en l'état actuel compte tenu du faible taux de réalisation physique des activités au 31/12/2010.

Budget	Dépenses par année	Dépenses totales année N (31/12/2010)	Solde budget	Taux d'exécution
4.888.369,64	2008	187.027,30	4.701.342,34	3,8%
4.888.577,00	2009	692.081,00	4.196.496,00	14,2%
4.888.577,00	2010	1.500.360,94	3.388.216,06	31,00%

2.2 Points saillants

Le programme n'ambitionne pas de se substituer au programme national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il vient plutôt en appui au programme national. Il contribue à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Son intervention est croisée entre les approches humaines, systémique et territoriale, d'où une intervention sur plusieurs secteurs : concertation très large des populations les plus défavorisées (humaine), systémique (agriculture, forêts, hydraulique, santé, éducation, transport, communication, etc..) et territoriale (champs d'intervention sur trois communes).

A son démarrage, en Mai 2008, le programme, au lieu de lancer en étude et réalisation, les opérations primordiales (élaboration des PDL pour retenir l'attention des populations cibles et identification des besoins prioritaires, la dispositif de micro finances pour la création de micro entreprises destinées à la création d'emploi par la promotion d'activités génératrices de revenus, les études de potentiels du terroir pour développer les ressources naturelles de la commune), s'est « embourbé » dans des activités portant sur l'acquisition d'équipements qui ne concerne pas directement le citoyen en attente de l'amélioration de ces conditions de vie.

Cette façon d'agir, qui a consommé la moitié de la période d'intervention (près de 30 mois) malgré l'acquisition de certains équipements (une niveleuse, un tractopelle, un clino mobile) n'a pas permis pour le moment de mesurer l'impact de l'intervention sur les conditions de vie des citoyens.

L'année 2010 a été par conséquent consacré « au rattrapage du retard » par le lancement des DAO : PDL, micro finances, études des potentiels, l'olivier et le reboisement. Ces opérations verront leur réalisation en 2011.

2.3 Leçons apprises et recommandations :

Au cours des années 2008 et 2009, du fait de l'isolement du programme qui n'a pas su se faire « aider » par les structures locales (APC, Daira, services techniques et associations privées) agissant « comme un électron isolé » s'est caractérisé, malgré les quelques résultats enregistrés, par un déficit de communication engendrant une méconnaissance totale auprès des bénéficiaires directs que sont les citoyens.

Une reprise s'est donc opérée en 2010 par l'implication, sous forme de convention, de tous les services techniques de l'état dans la formulation, l'identification et la mise en œuvre des activités du programme.

Le programme opte par conséquent pour le principe de « faire faire le travail par les partenaires en leur apportant l'appui nécessaire par la mobilisation de l'expertise nationale ou internationale » sous forme d'appui institutionnel dans un but de durabilité des activités.

Le programme vient donc s'insérer dans un programme national par un complément identifié aussi bien par les services techniques que par les citoyens.

2.3.1 Recommandations :

Décisions	source	qui	deadline
Implication des services techniques Dans la formulation, l'identification Et la mise en œuvre des activités	DTF	La DP	Q1
Elaboration des PDLCP	DTF	La DP	Q2
Mise en place du dispositif de Micro crédit			Q3
Etude des potentiels du terroir	DTF		Q3
Amélioration du système de santé Par l'acquisition d'un clino mobile Et le recrutement d'un médecin, d'un Infirmier et d'un chauffeur	DTF	DP/santé	Q3
Amélioration de la gestion de L'A.E.P par l'acquisition de 2 stations De déminéralisation	DTF	DO/DHW	O3/O4
Filière olivier	DTF	DP/APC/Agric	Q4
Reboisement	DTF	DP/APC/Foret	Q4

2.3.2. Leçons apprises :

- **Bonnes leçons :** le programme doit s'appuyer beaucoup plus sur une concertation plus large des bénéficiaires directs et indirectes sur toutes activités à engager afin de permettre une meilleure implication et appropriation (cas des plantations fruitières)

Mauvaises leçons : le programme n'est pas à ce jour assez communicatif par conséquent pas assez visible. Un plan de communication est élaboré courant 2011

3. EVOLUTION DU CONTEXTE :

L'objectif global de projet est : la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Or en 2010 la composite pauvreté n'est plus d'actualité en raison de l'investissement massif du programme national notamment en matière d'infrastructure de base (route, AEP, éducation, santé...etc)

Le programme s'oriente par conséquent sur le développement local considéré comme principal outil de lutte contre la pauvreté d'ailleurs indiqué dans les DTF comme 1^{ère} opération du 1^{er} résultat

4. Analyse de l'intervention :

4.1 Ancrage institutionnel et modalités d'exécution

4.2 Objectif spécifique

4.2.1 Indicateurs

Objectif spécifique :					Progrès :
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès année N	Commentaires
Un PCDLP existe, est réalisé et réactualisé périodiquement et cible particulièrement les couches pauvres.	X	X		Un DAO est lancé pour le recrutement d'une mission devant élaborer un PDLCE	Lenteur dans les procédures d'approbation. Le démarrage est prévu février 2011
Les activités engagées par le programme bénéficient surtout aux ménages pauvres.		X		indicateur non mesurable pour le moment	néant
Le taux d'utilisation des services sociaux et communautaires est augmenté et la satisfaction des clients est améliorée.	X		X	L'acquisition d'une niveleuse d'un tractopelle d'un clinomobile en permet une amélioration des services sociaux de la commune en matière de route et de santé	Il reste cependant à élaborer des plans de gestion
Le sous emploi et la sous occupation diminue de 30% à la fin du programme		X		Lancement d'une consultation devant mettre en place un dispositif de microcrédit	La micro finance en Algérie n'est encore assez développés, il n'existe pas d'IMF
La gestion des ressources naturelles est améliorée et les pratiques de cultures et d'élevage sont mieux adaptées.		X		92 has des plantations d'oliviers sont déjà réalisés (9200 plants)	Une forte demande est enregistrés et le budget y afférent ne suffira pas pour satisfaire les demandes
Taux de réalisation des initiatives sociales et communautaires programmées dans le PCDLP					Voir PDLCE
Le ramassage scolaire est organisé et résulte dans une augmentation du taux de scolarisation des filles et garçons avec 20 % ; Nombre de personnes transportées en moyenne			X	Pas d'indicateur mesurable	
Le taux de déperdition entre le primaire et le BEF et le BAC est diminué de 30% et 15 %			X	Pas d'indicateurs mesurables	
Le taux de fréquentation pédagogique et du transport scolaire est améliorée			X	Les 08 écoles primaires en bénéficiées de recrutement des monitrices et d'acquisition de matériels informatiques	Le programme pédagogique du cycle primaire ne permet pas de dégager un temps libre pour les élèves pour cette initiation à l'outil informatique
La livraison de gaz par camion est fonctionnelle. Nombre de foyers alimentés			X	Pas d'indicateur mesurable	

L'alphabétisation de 1500 femme est réalisée L'enseignement à distance bénéficie à 600 filles		X		05 groupe de femmes soit un nombre de 100 bénéficie de cours d'alphabétisation	Le chiffre 1500 est exagéré et ne peut être atteint en raison de contexte sociétale
De CDC est opérationnelle et utilisé dans une localité	X			Un CDC est en cours de construction (taux 80%)	Le CCL a décidé de la construction d'un seul CDC au lieu de 02 sa forme de gestion reste à définir
Un dispositif de gestion et de l'entretien des chemins communaux et pistes existe	X			Le plan reste à élaborer	
Un service contenu est disponible aux bornes fontaines publiques				Opération annulée et remplacée par la fourniture de station de déminéralisation par osmose inverse	La mise en service est pré vue mai 2011 pour alimenter en AEP près de 5000 habitants
Le matériel pour exécuter les différentes activités d'information et de vulgarisation existe. Nombre d'activités d'information et de vulgarisation réalisé	X			Existe auprès des agriculteurs qui on mis à disposition leurs parcelle de terre	Les démonstration réalisés ne pas fait l'objet de vulgarisation, par conséquent l'indicateur ne pas mesurable
Les deux encadreurs microcrédit sont recrutés et fonctionnels		X		néant	La convention de collaboration avec l'engem n'est pas encore mise en oeuvre
L'étude du potentiel de mise en valeur du milieu est réalisé. Le taux d'exécution de cette étude.	X			Un premier appel d'offre est déclaré infructueux	Reprise en 2011
Taux de fréquence de visite des parcelles de démonstration et d'adoption d'itinéraires d'élevage plus intensive	X			02 visites par parcelle de démonstration	
400 formations qualifiante pour les métiers liées à l'urbanisme permettant d'augmenter de 30 % l'employabilité et la rémunération		X		Neant	En attente d'élaboration du PDL pour identification des besoins en formation
Surface de nouvelles plantations d'oliviers, d'arbres fruités et fourragères plantés. Nombre et taux d'emploi liés à ces activités	X			92 has de nouvelles plantations sont réalisés	
Nombre de petite sociétés fusons t l'ouverture et l'entretien des pistes agricoles. Nombre et taux d'emploi liés à ces activités		X			En attente de défusion de microcrédit
Formation en faveur de a création de 50 micro entreprise agricoles et non agricoles. Nombre de personnes empolyées par la filière, Nombre d'emploi créés amont et en aval.		X			En attente de défusion de microcrédit
Réalisation et diffusion de module de sensibilisation	X			Des modules sont déffusés auprès des scolaires du primaires	
Un plan de préservation des zones humides est établie et mis en œuvre	X			Un appel d'offre est déclaré infructueux	Reprise en 2011
La formation en protection du bassin versant est réalisée. Nombre de personnes formés, le plan d'aménagement et de protection du bassin versant de Sidi fredj, évolution de taux d'application des pratiques culturales et d'élevage en	X			Un appel d'offre est déclaré infructueux	Reprise en 2011

conformité avec le plan et évolution de taux de surpaturage					
Réalisation de l'étude de mobilisation des eaux de surfaces de la commune et évolution des taux de mobilisation, réamisation d'une réhabilitation d'un ouvrage et de lacs collinaires de démonstration	X			Un appel d'offre est déclaré infructueux	Reprise en 2011
Le spécialiste en développement rural est recruté, évolution de la surface de reboisement, de plantation arboricole et de travaux de DRS		X		Recruté en aout 2010	
Réalisation de l'étude de traitement des eaux usées et déchets solides à sidi fredj, réalisation d'un dispositif expérimental de traitement des eaux usés à sidi fredj	X			Néant	En attente d'un plan de gestion élaboré par la direction de l'environnement

4.2.2 Analyse des progrès réalisés

4.2.3 Risques & hypothèses

- 1- l'élaboration de PDLCPPE a reçu l'approbation et la vision de la population et des autorités locales risque faible
- 2- les projets sociaux et communautaires correspondent réellement aux besoins de population cibles risque faible
- 3 -les initiatives productives et génératrices de revenu à financer par le fonds des microcrédits est une nouvelle opportunité de création d'emploi. Le risque est modéré en raison d'éventuelles non remboursements des crédits
- 4 – les acteurs sont sensibilisés et mobilisés risque élevé à compté de la date de clôture du projet mettant en danger la durabilité de processus

4.2.4 Critères de qualité

	Score	Commentaires
Efficacité	B	Bien établie bien que compliquée en raison de nombre de personnes des comités : (pilotage, comité technique de suivi et comité de concertation local) dans un Soussi d'obtention de consensus
Effcience	B	Ressources humaines actuelles compatible Ressources matérielles en adéquation avec les besoins Les ressources financières sont relativement importantes et compatibles
Durabilité	B	L'actuelle stratégie d'appui à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion est toujours d'actualité conformément au programme national par conséquent la durabilité est assurée
Pertinence	B	L'objectif immatériel de développer les approches participatives avec l'élaboration de PDLCPPE devra permettre la participation de population à l'identification de leurs besoins et à la planification locale, ce critère n'a pas été mesurée en 2010 puisque cette opération ne démarre qu' en 2011

4.2.5 Impact

En l'état actuel de mise en œuvre des activités du projet est en raison de retard au démarrage aucun indicateur n'est mesurable

4.2.6 Leçons apprises et recommandations

Décisions	Source	Qui	Temps	Etat
Nouvelles réorientation des activités prioritaires à engager	Elaboration de PDLCPPE (Opération n°01 de résultat n°01), activité é primordiales tendant à mieux faire adhérer les populations cibles dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion	La nouvelle direction du programme recruté depuis janvier 2010	Q1	Going
	Mise en place d'un dispositif microcrédit tendant à la lutte contre le sous emploi		Q2	Going
	Fusion des études des potentiels		Q3	Going

Recommandation	Source	Qui	Deadline
DAO pour recrutement d'une mission devant élaborer le PDLCPPE	Proposition de la DP retenue par le CCL de 14/12/2009, ainsi que par la mission d'évaluation à mis parcours	DP	Q1

Leçon apprise	Public	Capitalisation dans cycle de projet
Toute activité de projet doit recevoir l'adhésion des bénéficiaires directes et indirectes	DP, partenaires et cibles	Mise en œuvre et suivi évaluation

4.3 Résultat 1

4.3.1 Indicateurs

Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès année N	Commentaires
Taux de réalisation des initiatives sociales et communautaires programmées dans le PDLCP		X		Un DAO pour recrutement d'une mission de niveau international est lancé.	Beaucoup de temps est consacré pour aboutir en raison des lenteurs des comités d'approbation des marchés.
Le ramassage scolaire est organisé et résulte dans une augmentation du taux de scolarisation des filles et garçons avec 20%.		X		A ce jour, malgré le paiement d'un bus auprès d'un fournisseur, la livraison n'est pas encore effectuée.	L'exonération du programme des taxes (TVA et D.D) rend lente l'acquisition des équipements.
Le taux de déperdition entre le primaire et le BEF et le BAC est diminué de 30% et 15%		X		Aucun progrès	Cet indicateur n'est pas encore mesurable actuellement en attendant l'acquisition du bus.
Le taux de fréquentation des services de santé pour suivi prénatal et le taux de mortalité infantile diminue		X		Aucun progrès	La mise en fonction du clinomobile vient juste de commencer en Décembre 2010 et le programme n'est pas encore de mesurer l'impact
La qualité d'éducation pédagogique et du transport scolaire est améliorée		X		La mise à disposition par le programme au niveau des huit écoles primaires de kit informatique et de monitrices a permis de meubler le temps perdu des élèves par l'initiation à l'outil informatique. Impact très visible.	La mise en fonction du clinomobile vient juste de commencer en Décembre 2010 et le programme n'est pas encore de mesurer l'impact
					Lenteur dans la livraison en raison de l'exonération des taxes.
La livraison de gaz par camion est fonctionnelle		X		Le camion n'est pas encore livré, malgré son paiement au fournisseur	
L'alphabétisation de 1500 femmes est réalisée. L'enseignement à distance bénéficie à 600 filles		X		Le chiffre de 15000 femmes est exagéré. Actuellement, seulement 3 groupes de près de 100 femmes bénéficient de cours d'alphabétisation. L'enseignement à distance a bénéficié à 34 candidates seulement.	Cette opération, budgétée sur la contribution Algérienne au programme, trouve des difficultés à se réaliser en raison de la centralisation financière maintenue au niveau du Ministère. Difficultés à fin Décembre 2010/ 1/ La non inscription des candidats à l'enseignement à distance en raison du non paiement par le Ministère des frais d'inscription.

					2/ Le contrat du responsable recruté par le Ministère n'est pas reconduit. 3/ Le véhicule de service de ce responsable est à l'arrêt en raison du non paiement des frais d'assurance par le Ministère
Des CDC sont opérationnels et utilisés dans 2 localités	X			Un seul CDC est engagé en construction (voir décision du CCL)	Le CDC abritera le dispositif de microfinance et la mise en œuvre des PDLCP ;
Un dispositif de gestion de l'entretien des chemins communaux et pistes existe	X			Une niveleuse et un tractopelle sont livrés à la commune. Le dispositif sera mis en place courant 2011.	
Un service continu est disponible aux bornes fontaines publiques	X			Une niveleuse et un tractopelle sont livrés à la commune. Le dispositif sera mis en place courant 2011.	
Le matériel pour exécuter les différentes activités d'information et de vulgarisation existe		X		Nombre d'activités d'information et de vulgarisation réalisées :08	

4.3.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
1/ Elaboration de PDLCP			X		
2/Transport scolaire				X	Le bus n'est pas encore livré.
3/Accompagnement scolaire			X		
4/Amélioration du système de santé (clinomobile)		X			
5/Equipement complémentaire de la maison de jeunes			X		
6/Amélioration de l'accès à l'énergie(camion)				X	Le camion n'est pas encore livré
7/Edification , équipement et gestion d'un CDC		X			
8/Amélioration de la gestion des pistes (tractopelle)			X		
9/Amélioration de la gestion de l'AEP				X	La livraison des deux stations de déminéralisation ainsi que la construction des deux réservoir est prévu courant 2011
10/Communication et information				X	Un plan de communication est en cours d'élaboration et sera opérationnel courant 2011
11/Alphabétisation-scolarisation				X	Difficile à réaliser en raison de la centralisation financière de cette activité au niveau du Ministère.

4.3.3 Analyse des progrès réalisés :

En raison du retard du programme pris à son démarrage, les progrès ne sont pas encore visibles.

Cependant, quelques timides résultats sont enregistrés :

- Réalisation de 08 projets de démonstrations de type agricoles offrant des alternatives de production agricole(culture de soja, capres, artichaut et autres cultures maraichères).
- Plantation de 92 has d'olivier.
- Livraison des équipements (audio, informatique, didactique) à la maison de jeunes
- Livraison au profit des huit écoles primaires d'outils informatique et recrutement de huit monitrices chargées de l'accompagnement pédagogique.
- Livraison à la commune d'une niveleuse et d'un tractopelle pour l'entretien de la voirie rurale.
- Livraison au secteur de la santé d'un clinomobile et recrutement d'un médecin, d'un infirmier et d'un chauffeur pour la médecine de proximité en zone les plus reculées.
- Réalisation en cours d'un CDC.
- Renforcement et conventionnement des services techniques par la mise à disposition de véhicules, de matériel informatique et leur implication dans toutes les décisions stratégiques.

4.3.4 Risques et hypothèses :

Risques : la commune aussi bien que les services techniques risquent de considérer l'apport du programme comme un support financier plutôt qu'un support d'amélioration de gestion des services sociaux et communautaires.

Hypothèses : L'élaboration des PDLCP, la concertation à engager avec les citoyens et les autorités locales permettra non seulement plus de visibilités du programme, mais aussi permettra une meilleure lutte contre l'exclusion du fait de cette large écoute.

La diffusion de microcrédits destinés à la création d'activités génératrices de revenus permettra non seulement de porter un impact direct sur le citoyen mais aussi rendra toute la crédibilité au programme.

La gestion du CDC par les associations qui seront créées, appuyé par la présence du programme nationale des dispositifs de soutien à l'emploi permettra également une meilleure durabilité du programme après 2013.

4.3.5 Critères de qualité :

- Le PDLCP :
 - Élément fédérateur des sources nationales de financement.
 - Entraîne le programme et les fonds nationaux à écouter les populations les plus défavorisées au niveau des 65 mechtas(unité socio-territoriale de décision).
 - Identification et priorisation des besoins urgents des populations exclues.
 - Promotion de l'initiative locale.
 - Promotion de l'auto-développement et l'auto-prise en charge.
 - Mise à disposition des communes et des populations d'un document de planification stratégique étalée sur 15 ans.
 - Permet la lutte contre l'exclusion en laissant l'expression et la décision aux citoyens (hommes et femmes).

- Meilleur accès aux services sociaux :
 - Entretien de la voirie rurale par la mise à disposition de la commune de sidi-Fredj d'une niveleuse et d'un tractopelle.
 - Prestations médicale de proximité par la mise à disposition au service de la commune et de la santé d'un clinomobile avec affectation d'un médecin et d'un infirmier chargé de porter assistance médicale au niveau des lieux d'habitation des populations rurales.
 - Equipement de huit écoles primaires de KIT informatique avec recrutement de monitrices devant accompagner les élèves du primaire et des couches les plus défavorisées à l'initiation informatique pendant les temps libres des élèves.
 - Equipement d'une maison de jeunes en matériel informatique, audio-visuel et didactique engendrant plus d'adhésion des jeunes parce que trouvant des outils de distraction et d'éducation.
 - Amélioration de la gestion de l'adduction d'eau potable par la fourniture de stations de déminéralisation traitant l'équivalent de 100 m³/H engendrant la distribution d'eau de meilleure qualité à près de 5000 Habitants(le marché portant fourniture des stations est signé et la livraison est prévue février 2011)
 - Réalisation au titre de l'année 2010 de 92 has de plantation d'olivier chez des petits agriculteurs à raison de 100 plants/agriculteur /ha.

4.3.6 Exécution budgétaire :

4.3.7 Leçons apprises et recommandations :

Jusqu'à fin 2009, le Programme n'a pu réaliser correctement ses activités parce qu'il était « isolé » ç-à-d- travaillant seul.

En Janvier 2010 , la DP a opté pour l'implication active de tous les partenaires (citoyens, commune et services techniques) dans l'identification et la formulation de toutes les activités inscrites au DTF.

Cette façon d'agir a permis une meilleure visibilité, crédibilité du programme auprès de ses bénéficiaires directes et indirectes évitant des conflits de non appropriation de la « chose ».ex : l'espèce olivier est choisie par les agriculteurs ; le clinomobile est opérationnel suite à une convention tripartite :Programme/ Commune/ Santé ; accompagnement pédagogique suite à une convention tripartite :programme /commune/ éducation ; etc...

Le comité de pilotage du programme composé des Présidents des communes et de tous les services techniques est véritablement un lieu de concertation opérationnel des activités du programme.

Recommandation : le programme doit poursuivre la concertation et l'implication de ses partenaires de tout ce qui entreprend pour effectivement demeurer un programme d'appui et non un programme de substitution.

RESULTAT 2 :

Indicateurs	E	G	Baseline	progrès année N	commentaires
Les deux encadreurs micro Crédit sont recrutés et Fonctionnels		X		pas encore	en attente de la convention avec ANGEM
L'étude de potentiel de Mise en valeur du milieu Est réalisée	X			pas encore	en attente du jugement des offres.
Le taux et fréquence de Visites des parcelles de Démonstration et d'adoption D'itinéraires d'élevage plus Intensives	X			achevée en2009	
Liste du matériel de Vulgarisation acquis et en Bon état de fonctionnement	X			inventorié	utilisé par les agriculteurs
Nombre de parcelles de Démonstration chez les Producteurs et résultats Technico-économiques de Ces parcelles	X			08	Résultat technico économique non réalisée
Nombre d'agriculteurs Concernés par les visites inter- producteurs		X		Pas d'indicateur	Pad de vulgarisation
État des mesures et Analyses du sol et de L'eau réalisées par les Vulgarisateurs	X			néant	néant
Nombre et surface des Concessions romarin Attribuées et création De 200 emplois Saisonniers annuels	X			néant	néant
400 formations qualifiantes Pour les métiers liés à L'urbanisation permettant D'augmenter de 30% L'employabilité et la Rémunération		X		néant	néant
Surface de nouvelles Plantations d'oliviers D'arbres fruitiers et Fourragères plantés Nombre et taux d'emplois Liés à ces activités	X	X		92 has réélissés	

Nombre de petites Sociétés faisant l'ouverture Et l'entretien des pistes Agricoles Nombre de personnes Employées par la filière Nombre de km de Nouvelles pistes et de Pistes entretenues		X		Néant	Néant
Formation en faveur de la Création de 50 micro Entreprises agricoles Nombre de micro entreprises Créées Nombre d'emplois créés en Amont et en aval		X		Néant	Néant

BILAN DES ACTIVITES :

Activités	déroulement				commentaires
	++	+	+-	-	
Formation&développement Des microcrédits			X		Un dispositif de microcrédit Mis en place avec le Concours d'un consultant
Formation&voyage d'étude			X		En cours de préparation Prévision 2011
Etude des potentiels du terroir			X		En cours de jugement Prévision 2011
Vulgarisation&démonstration			X		En cours de négociation Avec services agricoles
Formation&voyage d'étude			X		En cours de préparation Prévision 2011
Formation professionnelles Et spécifiques					En attente des besoins de Formation identifiés Par PDLCPPE
Filière olivier	X				
Micro entreprises			X		En attente convention avec Agence Nationale de gestion Des micro crédits(ANGEM)
Création de forages				X	Budget insuffisant

Analyse des progrès réalisés :

Le résultat N°2 porte essentiellement sur la diminution du sous emploi par la mise à

disposition d'une aide à la création de micro entreprise, la formation professionnelle et spécifique ainsi les plantations d'oliviers source de nouveaux revenus.

Si pour cette dernière (oliviers) l'existence localement d'une huilerie assure l'écoulement de ce produit, d'où sa pertinence, il n'en demeure pas moins que pour la création de micro entreprises, la loi Algérienne ne permet qu'aux institutions financières ou aux associations de diffuser des crédits, d'où le passage obligé du programme de charger, sous forme de gestion pour compte, l'agence nationale de gestion des micro crédits (ANGEM).

Dès mise en place de ce dispositif, les demandeurs de micro crédits peuvent à ce moment, formuler leur besoins en formation professionnelle et spécifique que le programme conventionnera avec des centres de formations professionnelles existants au niveau local.

Cette méthodologie de réalisation des activités du résultat N°2 a reçu l'accord du CCL en date du 21/12/2010 et sa concrétisation interviendra en 2011 pour se prolonger jusqu'en 2012 ; La poursuite de cette activité, après le départ du programme en 2013 sera assurée par l'ANGEM.

Risques et hypothèses :

Risques : S'agissant de la création de micro entreprises par le biais de prêts non rémunéré, selon le dispositif de l'agence nationale de gestion des micro crédit(ANGEM), sans garantie formelle, le risque de non remboursement du capital demeure.

Cependant, s'agissant d'une aide à la création de micro entreprise pour développement d'activités génératrices de revenus à l'adresse des couches les plus vulnérables(chômeurs sans activités, petits agriculteurs, petits artisans, etc...) ne disposant pas de garantie formelle, l'option retenue par le programme consiste donc à aider, par le biais de petits crédit (de l'ordre de 1 à 6.00 E comme fonds de roulement et de 6.01 à 6.000 Euros pour le financement d'un porte feuille de projets d'une association de développement) ; La garantie morale offerte par une association qui valide les candidatures de ses membres (en matière de moralité et d'assurances de remboursement sous la pression sociale) est de mise.

Hypothèses :La lutte contre la pauvreté passe essentiellement par le développement local à travers l'offre d'opportunité de financement de petites activités génératrices de revenus et d'emplois permanents.

Le système bancaire en vigueur ne permet pas aux sans revenus d'accéder aux crédits faute de garantie formelle et d'apport personnel de l'ordre de 10% du montant du crédit demandé.

Le programme vient donc à travers ses fonds de crédits offrir une opportunité aux citoyens pauvres des trois communes deux types de crédit non rémunérés :

- a) Un crédit d'un max de 600 Euros pour créer ou développer une activité à titre individuel dont l'échéance de remboursement est étalé selon le type d'activité. Ce crédit est destiné à financer l'achat de matières premières.
- b) Un crédit d'un max de 6.000 Euros destiné au financement d'une association librement constituée et agréée par les services de l'état, comprenant un minimum de quinze membres.

Cette méthode de financement a déjà été essayé dans le cadre de la coopération Algéro-européenne (projet PADSELNEA) et a donné de bon résultat, notamment en matière de solidarité et de cohésion sociale entre les membres d'une association.

Le programme compte, à travers cette méthode, de développer chez les citoyens des trois communes, l'esprit de l'auto-développement, la solidarité, la responsabilité de groupe et la cohésion sociale. Le financement, l'accompagnement et la formation

des promoteurs, ne demeurent que des instruments de développement communautaire.

CRITERES DE QUALITE :

Les fonds de micro crédit, accompagnés de la formation professionnelle et de l'accompagnement à charge de l'ANGEM (avec deux encadreurs) à charge du programme (deux animateurs de développement rural) permettra sans nul doute au développement d'activités génératrices de revenus

Le système de garantie morale, de responsabilité de groupe et sa solidarité contribuera à développer chez les couches les vulnérables la cohésion sociale et l'éveil communautaire.

RESULTAT 3

Indicateurs :

Indicateurs	E	G	Progrès	commentaires
Réalisation et diffusion de modules Sensibilisation	X		néant	Prévue en 2011
Un plan de préservation des zones Humides est établi et mis en œuvre	X		néant	Prévu en 2011
La formation en protection des bassins Versants est réalisée		X	néant	Prévue en 2011
Le plan d'aménagement et de protection Du bassin versant de sidi-fredj est Réalisé	X		néant	Prévu en 2011
Réalisation de l'étude de mobilisation Des eaux de surface de la commune Et évolution du taux de mobilisation	X		néant	Prévue en 2011
Réhabilitation d'un ouvrage et de lacs Collinaires de démonstration	X		néant	Prévue en 2011
Le spécialiste en développement Rural est recruté		X	OUI	
Evolution de la surface de reboisement De plantations arboricoles et de travaux De DRS	X		néant	Prévue en 2011
Réalisation de l'étude de traitement des Eaux usées et des déchets solides de Sidi-fredj	X			
Réalisation d'un dispositif expérimental De traitement des eaux usées à Sidi-fredj	X		néant	Prévue en 2011

.....
 NB/ L'année 2010 a été consacrée à la préparation des Dossiers d'appels d'offres des études de :

- Plan de protection des zones humides

- Plan d'aménagement et de protection du bassin versant de sidi-fredj
- Mobilisation des eaux de surface de la commune de sidi-fredj
- Reboisement.

Courant 2011, les études et les réalisations correspondantes seront engagées.

BILAN DES ACTIVITES :

ACTIVITES	DEROULEMENT				COMMENTAIRES
	++	+	+ -	-	
Sensibilisation à l'environnement				X	Prévue 2011
Plan de protection des zones hum				X	Prévue 2011
Protection des B.V				X	Prévue 2011
Etude et formation en prot.B.V				X	Prévue 2011
Etude de faisab ;de mobilisation Des eaux de surface				X	Prévue 2011
Réalisation de lacs collinaires				X	Prévue 2011
Reboisement				X	Prévue 2011
Traitement eaux et déchets				X	Prévue 2011

NB/ Le Programme, courant 2009, a lancé un appel d'offre pour la réalisation des études citées ci-dessus d'une façon séparée, ç-à-d, un DAO par étude, ce qui a engendré des infructuosités des appels d'offres parce que budgets non incitatifs des sociétés d'études.

Courant 2010, et sur accord du CCL du 18/03/2010, le programme a regroupé les études en une seule opération pour un budget global de 80.000 Euros et un appel d'offre est lancé (fusion de trois études pour donner un intitulé : étude de gestion et de protection des zones humides ,traitement du BV et faisabilité de mobilisation des eaux de surface. Le jugement des offres est en cours.

5-Bénéficiaires :

Deux types de bénéficiaires sont déterminés :

5.1. Bénéficiaires directs :

Dans la commune de Sidi-Fredj, ils seront environ 1300 ménages des catégories pauvres et moyennes selon la répartition suivante :

- Les vulnérables, qui ne représentent pas plus de 5% des ménages de la commune (cette précision sera confirmée lors des enquêtes dans le cadre de l'élaboration du PCDLP).
- Les catégories moyennes qui représentent environ 60% des ménages bénéficieront aussi du programme surtout en ce qui concerne les résultats intermédiaires de qualité des services sociaux et communautaires, le développement des filières agro-alimentaires et commerciales et les formations et vulgarisations. Ils pourront aussi être assistés dans les secteurs économiques, dans la mesure où les effets sont directement au bénéfice des populations pauvres, comme les fermes de démonstration et les accompagnements aux investissements générateurs d'emplois.
- Le nombre de ménages bénéficiaires dans les deux autres communes de la Daïra sera identifié dès que le ripage institutionnel et le recouvrement financier le permettent.

5.2. Bénéficiaires indirects :

Les bénéficiaires indirects du programme sont les institutions et les organisations locales partenaires du programme, en particulier la CDP, les services techniques de la Daïra et de Wilaya, l'APC, les institutions financières et le secteur privé (service, commerce, entreprises ,...etc).

Les premiers bénéficiaires directs du programme, identifiés courant 2010, sont :

- 92 petits agriculteurs ayant bénéficiés de plantation d'oliviers à raison de 100 plants /agriculteur.
- 08 petits agriculteurs ayant bénéficiés de projet de démonstration de type agricole(réseau d'irrigation avec réservoir Oxfam, culture de soja, capres ,artichaut et autres cultures maraichères)
- 394 personnes (hommes, femmes, enfants) ont reçu des prestations médicales, courant Décembre 2010, par la mise en opération d'une salle mobile de soins (clinomobile) acquis par le programme et le concours d'un médecin et d'un infirmier affecté par le secteur de la santé, suite à une convention tripartite(programme ,APC, secteur de la santé).

- Une population de près de 150 jeunes, adhérents à la maison de jeunes de la commune de Sidi-Fredj, a pu, grâce à l'équipement fourni par le programme (audio-visuel, informatique, didactique, musique, livres scientifiques et culturels) trouver un espace d'échange et de distraction.
- Les élèves de huit écoles primaires de la commune de Sidi-Fredj, grâce à l'équipement informatique fourni ainsi que le recrutement de huit monitrices par le programme, ont pu utiliser le temps « entre deux cours » à l'initiation de l'outil informatique.
- Cinq groupes de femmes rurales au nombre de 76, suivent des cours d'alphabétisation à domicile et en d'autres lieux au niveau de la commune de Sidi-Fredj.

Quant aux bénéficiaires indirects, le programme a pu conventionner courant 2010, les services techniques de la Daïra (CDP, hydraulique, agriculture, forêts, santé, éducation et finances) pour l'identification, la formulation et le suivi des activités du programme (gestion de l'adduction d'eau potable par la mise en place de stations de déminéralisation, plantation d'oliviers, reboisement forestier, prestations médicales et autres services financiers).

Ces services techniques représentés par les chefs de subdivision, sont membres aussi bien du comité de pilotage du programme, mais aussi sont observateurs au niveau des différentes commissions de préparation des termes de référence et des jugements des offres de tous les Dossiers d'appels d'offres que le programme lance.

La Daïra ainsi que l'APC sont également membres du comité de pilotage et des différentes commissions.

A fin 2010, le programme n'a pas encore suffisamment « touché » ses populations cibles « catégories pauvres et moyennes » en raison du retard pris dans l'élaboration des PCDLP qui ne seront concrétisés que courant 2011.

A noter également que cette population cible sera également directement concernée, courant 2011, par le dispositif micro crédit qui permettra la génération d'activités productives par le biais des petits crédits.

Le programme atteindra sa vitesse de croisière courant 2011, 2012 et 2013 notamment par la concertation large qui sera engagée dans le cadre de l'élaboration des PCDLP, sur 26 Mechtas (unité socio-territoriale de décision) en concertation avec ses populations et les autorités locales.

6- SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL :

Les réunions des membres de la SMCL se tiennent régulièrement.

Courant 2010, deux réunions sont faites(Mars et Décembre).

Le circuit décisionnel adopté par le Projet consiste en :

1/ Réunion des membres du comité de pilotage(C.P.)(composition : Chef de la Daïra, P/APC et chefs des subdivisions techniques de la Daïra au siège de la DP à l'issue desquelles un état des lieux est arrêté ainsi que la formulation de propositions tendant à « mieux faire » à l'adresse du comité technique de suivi.

2/ Réunion du comité technique de suivi (CTS) (composition :représentant du Ministère de tutelle, représentant de la Wilaya, représentant de la RR CTB-Alger et membres du C.P.) qui examine les propositions du C.P. en matière de faisabilité technique et propositions à l'adresse du comité de concertation locale (SMCL)

3/ Réunion du SMCL qui statue sur les propositions avancées par le CTS en matière de stratégie.

Le suivi des décisions du SMCL est assuré par la D.P.

La D.P. ne trouve aucune difficulté à suivre les décisions du SMCL compte tenu du circuit emprunté par les propositions – CP-CTS-SMCL où la DP est totalement associée et auteur .

7- Annexes

Cadre logique

Activités M&E

Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Planification opérationnelle Q1-2011

ACTIVITES M&E DE L'ANNEE ECOULEE :

Liste des activités qui ont eu lieu durant l'année 2010 :

-Tenue de deux réunions respectivement avec le comité de pilotage et le comité technique de suivi en préparation de la réunion du SMCL de Décembre 2010 et réception d'une mission d'audit CTB. (Juin 2010).

- Elaboration des termes de référence destinés à la mission d'évaluation à mi-parcours.

-Réception de la mission d'évaluation à mi-parcours, composée de deux experts (un national et un international) (Décembre 2010).

-Tenue d'une réunion de SMCL (21/12/2010) portant essentiellement sur l'approbation du rapport de la mission d'évaluation à mi-parcours, le partenariat avec l'ANGEM pour la gestion des fonds de crédits et les modifications budgétaires proposées par la DP.

Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month) of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Budget Version: **E02**

Currency : **EUR**

YIM :

Year to month : 31/12/2010

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2009	Expenses 2010	Total	Balance	% Exec
A LA PAUVRETÉ & L'EXCLUSION RECULENT DANS LA			3.373.386,00	261.445,00	627.498,01	888.943,01	2.484.442,99	26%
01 Les services sociaux & communautaires sont améliorés			1.424.070,00	250.392,65	434.211,01	684.603,66	739.466,34	48%
01 Plan de développement & de lutte contre la pauvreté		COGES	288.570,00	56.570,38	0,00	56.570,38	229.999,62	20%
02 Transport scolaire		COGES	30.000,00	43.786,12	-19.869,66	23.916,46	6.083,54	80%
03 Accompagnement scolaire		COGES	80.400,00	59.854,98	6.393,81	66.248,79	14.151,21	82%
04 Amélioration du système de santé		COGES	217.600,00	1.613,82	83.117,27	84.731,09	132.868,91	39%
05 Equipements complémentaires maisons de jeunes		COGES	10.000,00	2.283,73	7.296,68	9.580,41	419,59	96%
06 Amélioration de l'accès à l'énergie		COGES	25.000,00	31.044,46	-13.123,91	17.920,55	7.079,45	72%
07 Edification & équipement CDC		COGES	113.390,00	815,23	60.412,50	61.227,73	52.162,27	54%
08 Amélioration de la gestion des voiries		COGES	61.500,00	54.419,79	370,97	54.790,76	6.709,24	89%
09 Amélioration de la gestion des pistes communales		COGES	579.610,00	4,14	310.850,14	310.854,28	268.755,72	54%
10 Communication & information		COGES	20.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000,00	0%
11 Alphabétisation & scolarisation		COGES	0,00	0,00	-1.236,79	-1.236,79	1.236,79	0%
02 Le sous-emploi diminue			1.158.116,00	9.111,86	175.627,49	184.739,35	971.376,65	16%
01 Formation & développement micro-crédit & micro-		COGES	48.000,00	0,00	10.993,87	10.993,87	37.006,13	23%
02 Formations à voyages d'étude micro-crédit & entreprise		REGIE	10.900,00	0,00	0,00	0,00	10.900,00	0%
03 Etude des potentiels des terroirs		COGES	80.000,00	0,00	0,00	0,00	80.000,00	0%
04 Vulgarisation, démonstration & appui en agriculture		COGES	90.586,00	4.977,66	11.611,83	16.589,49	73.996,51	18%
05 Formation, voyage d'étude & démonstration filière romarin		REGIE	20.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000,00	0%
06 Formations professionnelles et spécifiques		COGES	100.000,00	0,00	0,00	0,00	100.000,00	0%
		REGIE	1.094.091,00	237.088,07	100.568,28	337.656,35	756.434,65	31%
		COGEST	3.794.486,00	508.088,96	670.493,32	1.178.582,28	2.615.903,72	31%
		TOTAL	4.888.577,00	745.177,03	771.061,60	1.516.238,63	3.372.338,37	31%



Budget vs Actuals (Year to Month) of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Budget Version: **E02**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2010

YTM :

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2009	Expenses 2010	Total	Balance	% Exec
07 Filière oliviers		COGES	210.000,00	0,00	34.000,70	34.000,70	175.999,30	16%
08 Ouverture de pistes		COGES	123.610,00	1.613,82	119.021,09	120.634,91	2.975,09	98%
09 Micro entreprises		COGES	413.020,00	0,00	0,00	0,00	413.020,00	0%
10 Création de forages pour l'irrigation		COGES	60.000,00	2.520,38	0,00	2.520,38	57.479,62	4%
03 La gestion des ressources naturelles est améliorée			793.200,00	1.940,49	17.659,51	19.600,00	773.600,00	2%
01 Sensibilisation à l'environnement		COGES	5.000,00	1.751,96	-1.355,36	396,60	4.603,40	8%
02 Plan de protection des zones humides		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
03 Protection de bassins versants		COGES	312.000,00	0,00	0,00	0,00	312.000,00	0%
04 Etude & formation protection de bassins versants		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
05 Etude de faisabilité de mobilisation des eaux de surface		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
06 Réalisation de lacs collinaires de démonstration		REGIE	200.000,00	188,53	0,00	188,53	199.811,47	0%
07 Reboisement		COGES	250.000,00	0,00	19.014,87	19.014,87	230.985,13	8%
08 Traitement eau et déchets solides		COGES	26.200,00	0,00	0,00	0,00	26.200,00	0%
Y BUDGET TEMP			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
01 Budget Temp Excel Digestor			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
01 BudLine in COGEST		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
02 BudLine in REGIE		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.515.151,00	483.732,03	143.563,59	827.295,02	887.895,38	41%
01 Expertise pour la direction du programme			788.000,00	208.205,22	94.638,16	302.843,38	485.156,62	38%
01 Co-responsable		REGIE	290.500,00	95.211,70	58.655,41	153.867,11	136.632,89	53%
		REGIE	1.094.091,00	237.088,07	100.568,28	337.656,35	756.434,65	31%
		COGEST	3.794.486,00	508.088,96	670.493,32	1.178.582,28	2.615.903,72	31%
		TOTAL	4.888.577,00	745.177,03	771.061,60	1.516.238,63	3.372.338,37	31%



Budget vs Actuals (Year to Month) of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Budget Version: **E02**

Currency : **EUR**

YtM :

Year to month : 31/12/2010

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2009	Expenses 2010	Total	Balance	% Exec
02 Responsable national		REGIE	59.000,00	14.369,76	3.052,70	17.422,46	41.577,54	30%
03 Expert en communication et marketing social		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
04 Expert en développement local & lutte contre la pauvreté		REGIE	52.000,00	0,00	9.660,42	9.660,42	42.339,58	19%
05 Frais de mission		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
06 Coût du gestionnaire		REGIE	27.000,00	6.573,03	19.278,62	25.851,65	1.148,35	96%
07 Frais de fonctionnement CTS et CCL		REGIE	12.500,00	2.145,71	3.079,46	5.225,17	7.274,83	42%
08 Missions d'appui et renforcement des capacités		REGIE	347.000,00	89.905,02	911,55	90.816,57	256.183,43	26%
02 Personnel technique			186.000,00	59.583,75	28.781,04	88.364,79	97.635,21	48%
01 Personnel administratif & financier		COGES	66.000,00	26.145,46	5.097,74	31.243,20	34.756,80	47%
02 Personnel de soutien		COGES	120.000,00	33.438,29	23.683,30	57.121,59	62.878,41	48%
03 Frais de logistique			436.000,00	187.248,74	14.214,27	201.463,01	234.536,99	46%
01 Véhicules		COGES	139.000,00	101.190,32	-16.031,54	85.158,78	53.841,22	61%
02 Equipement de bureau		COGES	8.792,00	8.791,77	0,00	8.791,77	0,23	100%
03 Equipement informatique		COGES	25.208,00	14.506,63	0,00	14.506,63	10.701,37	58%
04 Frais de fonctionnement		COGES	263.000,00	62.760,02	30.245,81	93.005,83	169.994,17	35%
04 Audit et suivi/évaluation			105.191,00	12.816,63	5.930,12	18.746,75	86.444,25	18%
01 Evaluation de processus & d'impact et autres missions de		REGIE	75.191,00	12.816,63	5.930,12	18.746,75	56.444,25	25%
02 Audits annuels		COGES	30.000,00	0,00	0,00	0,00	30.000,00	0%
99 Conversion rate adjustment			0,00	15.877,69	0,00	15.877,69	-15.877,69	7%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	15.877,69	0,00	15.877,69	-15.877,69	7%
		REGIE	1.094.091,00	237.088,07	100.568,28	337.656,35	756.434,65	31%
		COGEST	3.794.486,00	508.088,96	670.493,32	1.178.582,28	2.615.903,72	31%
		TOTAL	4.888.577,00	745.177,03	771.061,60	1.516.238,63	3.372.338,37	31%



Budget vs Actuals (Year to Month) of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Budget Version: **E02**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2010

Y/M : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2009	Expenses 2010	Total	Balance	% Exec
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??

REGIE	1.094.091,00	237.088,07	100.568,28	337.656,35	756.434,65	31%
COGEST	3.794.486,00	508.088,96	670.493,32	1.178.582,28	2.615.903,72	31%
TOTAL	4.888.577,00	745.177,03	771.061,60	1.516.238,63	3.372.338,37	31%



Financial Planning of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Fin Plan Version: **2011Q1**

Budget Version: **E02**

Donor: **DGD**

Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2011				Total	2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec
						Q1	Q2	Q3	Q4				
A LA PAUVRETÉ & L'EXCLUSION			3 378,38	838,93	2 484,46	60,25	451,72	332,81	184,15	1 028,92	1 405,53	0,00	100%
01 Les services sociaux &			1 424,07	684,60	729,47	53,25	290,64	209,21	138,95	652,25	47,22	0,00	100%
01 Plan de développement & de		COGEST	296,57	58,57	230,00	0,00	0,00	115,00	115,00	230,00	0,00	0,00	100%
02 Transport scolaire		COGEST	30,00	23,92	6,08	0,00	6,08	0,00	0,00	6,08	0,00	0,00	100%
03 Accompagnement scolaire		COGEST	80,40	66,25	14,15	2,50	2,50	2,50	2,50	10,00	4,15	0,00	100%
04 Amélioration du système de		COGEST	217,60	84,73	132,87	18,00	13,50	63,50	13,50	108,50	24,37	0,00	100%
05 Equipements complémentaires		COGEST	10,00	9,58	0,42	0,00	0,00	0,42	0,00	0,42	0,00	0,00	100%
06 Amélioration de l'accès à		COGEST	25,00	17,92	7,08	0,00	0,00	7,08	0,00	7,08	0,00	0,00	100%
07 Edification & équipement CDC		COGEST	113,39	61,23	52,16	31,45	0,00	20,71	0,00	52,16	0,00	0,00	100%
08 Amélioration de la gestion des		COGEST	61,50	54,79	6,71	0,00	0,00	0,00	6,71	6,71	0,00	0,00	100%
09 Amélioration de la gestion des		COGEST	579,61	310,85	268,76	0,00	268,76	0,00	0,00	268,76	0,00	0,00	100%
10 Communication & information		COGEST	20,00	0,00	20,00	1,30	0,00	0,00	0,00	1,30	18,70	0,00	100%
11 Alphabétisation & scolarisation		COGEST	0,00	-1,24	1,24	0,00	0,00	0,00	1,24	1,24	0,00	0,00	7%
02 Le sous-emploi diminué			1 156,12	184,73	971,39	7,00	160,88	119,00	19,00	305,88	665,51	0,00	100%
01 Formation & développement		COGEST	48,00	10,99	37,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37,01	0,00	100%
02 Formations à voyages d'étude		REGIE	10,90	0,00	10,90	0,00	10,90	0,00	0,00	10,90	0,00	0,00	100%
03 Etude des potentiels des terroirs		COGEST	80,00	0,00	80,00	0,00	40,00	40,00	0,00	80,00	0,00	0,00	100%
04 Vulgarisation, démonstration &		COGEST	90,59	16,59	74,00	7,00	7,00	9,00	9,00	32,00	42,00	0,00	100%
05 Formation, voyage d'étude &		REGIE	20,00	0,00	20,00	0,00	0,00	20,00	0,00	20,00	0,00	0,00	100%
06 Formations professionnelles et		COGEST	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	10,00	10,00	90,00	0,00	100%
		REGIE	1 094,09	337,67	756,42	45,45	42,20	51,30	37,31	176,26	580,16	0,00	100%
		COGEST	3 794,49	1 178,57	2 615,92	89,55	523,98	342,11	219,45	1 175,07	1 440,85	0,00	100%
		TOTAL	4 888,58	1 516,24	3 372,34	135,00	566,16	393,41	256,76	1 351,33	2 021,01	0,00	100%



Financial Planning of ALG040111

Project Title : Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras

Fin Plan Version: 2011Q1

Budget Version: E02

Donor: DGD

Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2011				2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec	
						Q1	Q2	Q3	Q4				Total
07 Filière oliviers		COGEST	210,00	34,00	176,00	0,00	50,00	0,00	0,00	50,00	126,00	0,00	100%
08 Ouverture de pistes		COGEST	123,61	120,63	2,98	0,00	2,98	0,00	0,00	2,98	0,00	0,00	100%
09 Micro entreprises		COGEST	413,02	0,00	413,02	0,00	50,00	50,00	0,00	100,00	313,02	0,00	100%
10 Création de forages pour		COGEST	60,00	2,52	57,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57,48	0,00	100%
03 La gestion des ressources			793,20	19,60	773,60	0,00	0,00	4,60	26,20	30,80	742,80	0,00	100%
01 Sensibilisation à l'environnement		COGEST	5,00	0,40	4,60	0,00	0,00	4,60	0,00	4,60	0,00	0,00	100%
02 Plan de protection des zones		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
03 Protection de bassins versants		COGEST	312,00	0,00	312,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	312,00	0,00	100%
04 Etude & formation protection de		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
05 Etude de faisabilité de		COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
06 Réalisation de lacs collinaires de		REGIE	200,00	0,19	199,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199,81	0,00	100%
07 Reboisement		COGEST	250,00	19,01	230,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230,99	0,00	100%
08 Traitement eau et déchets		COGEST	26,20	0,00	26,20	0,00	0,00	0,00	26,20	26,20	0,00	0,00	100%
Y BUDGET TEMP			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
01 Budget Temp Excel Digestor			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
01 BudLine in COGEST		COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
02 BudLine in REGIE		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.516,10	627,31	887,88	74,75	114,44	60,60	72,61	322,40	555,48	0,00	100%
01 Expertise pour la direction du			788,00	302,85	485,15	39,45	31,30	31,30	31,31	133,36	351,79	0,00	100%
01 Co-responsable		REGIE	290,50	153,87	136,63	12,00	12,00	12,00	12,00	48,00	88,63	0,00	100%
		REGIE	1.094,09	337,67	756,42	45,45	42,20	51,30	37,31	176,26	580,16	0,00	100%
		COGEST	3.794,49	1.178,57	2.615,92	89,55	523,96	342,11	219,45	1.175,07	1.440,85	0,00	100%
		TOTAL	4.888,58	1.516,24	3.372,34	135,00	566,16	393,41	256,76	1.351,33	2.021,01	0,00	100%



Financial Planning of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Fin Plan Version: 2011Q1
 Budget Version: E02
 Donor: DGD
 Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2011				2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec	
						Q1	Q2	Q3	Q4				Total
02 Responsable national		REGIE	59,00	17,42	41,58	11,00	4,00	4,00	4,00	23,00	18,58	0,00	100%
03 Expert en communication et		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
04 Expert en développement local		REGIE	52,00	9,66	42,34	4,80	4,80	4,80	4,80	19,20	23,14	0,00	100%
05 Frais de mission		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
06 Coût du gestionnaire		REGIE	27,00	25,85	1,15	1,15	0,00	0,00	0,00	1,15	0,00	0,00	100%
07 Frais de fonctionnement CTS et		REGIE	12,50	5,23	7,27	0,50	0,50	0,50	0,51	2,01	5,26	0,00	100%
08 Missions d'appui et renforcement		REGIE	347,00	90,82	256,18	10,00	10,00	10,00	10,00	40,00	216,18	0,00	100%
02 Personnel technique			185,00	68,36	97,64	9,30	9,30	9,30	9,30	37,20	60,44	0,00	100%
01 Personnel administratif &		COGEST	65,00	31,24	34,76	3,30	3,30	3,30	3,30	13,20	21,56	0,00	100%
02 Personnel de soutien		COGEST	120,00	57,12	62,88	6,00	6,00	6,00	6,00	24,00	38,88	0,00	100%
03 Frais de logistique			435,00	201,47	234,53	20,00	73,84	20,00	20,00	133,84	100,69	0,00	100%
01 Véhicules		COGEST	139,00	85,16	53,84	0,00	53,84	0,00	0,00	53,84	0,00	0,00	100%
02 Equipement de bureau		COGEST	6,79	8,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100%
03 Equipement informatique		COGEST	25,21	14,51	10,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,70	0,00	100%
04 Frais de fonctionnement		COGEST	263,00	93,01	169,99	20,00	20,00	20,00	20,00	80,00	59,99	0,00	100%
04 Audit et suivi/évaluation			105,19	18,75	86,44	6,00	0,00	0,00	12,00	18,00	68,44	0,00	100%
01 Evaluation de processus &		REGIE	75,19	18,75	56,44	6,00	0,00	0,00	6,00	12,00	44,44	0,00	100%
02 Audits annuels		COGEST	30,00	0,00	30,00	0,00	0,00	0,00	6,00	6,00	24,00	0,00	100%
99 Conversion rate adjustment			0,00	15,88	-15,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-15,88	0,00	7%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	15,88	-15,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-15,88	0,00	7%
		REGIE	1.094,09	337,67	756,42	45,45	42,20	51,30	37,31	176,26	580,16	0,00	100%
		COGEST	3.794,49	1.178,57	2.615,92	89,55	523,96	342,11	219,45	1.175,07	1.440,85	0,00	100%
		TOTAL	4.888,58	1.516,24	3.372,34	135,00	566,16	393,41	256,76	1.351,33	2.021,01	0,00	100%

Financial Planning of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Fin Plan Version: **2011Q1**
 Budget Version: **E02**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TTY-1	Balance	2011				Total	2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec
						Q1	Q2	Q3	Q4				
99 Conversion rate adjustment		COGEST	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??

REGIE	1.094,09	337,67	756,42	45,45	42,20	51,30	37,31	176,26	580,16	0,00	100%
COGEST	3.794,49	1.178,57	2.615,92	89,55	523,96	342,11	219,45	1.175,07	1.440,85	0,00	100%
TOTAL	4.888,58	1.516,24	3.372,34	135,00	566,16	393,41	256,76	1.351,33	2.021,01	0,00	100%

Planification opérationnelle 2011

R1 :

Activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A.1.1 : Elaboration de Plan de développement local et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion													Expert PDL, comité de pilotage et DP	À condition que le marché soit approuvé par le comité ad hoc au plus tard fin de janvier, sinon décalage
A.1.2 : transport scolaire													DP et APC	Après le remboursement par le fournisseur FOTON du montant déjà payé une nouvelle consultation pour achat de bus sera engagé courant 1 ^{er} trimestre 2011
A.1.3 : Accompagnement scolaire													DP, Education, APC	Règlement des indemnités des monitrices
A.1.4 : Amélioration du système de santé													DP, APC, Secteur de santé	Indemnité du médecin l'infirmière et le chauffeur
A1.5 : Equipement complémentaire de la maison de jeunes													DP, maison de jeunes	Opération clôturée par la livraison d'équipement en 2010
A1.6 : Amélioration accès à l'énergie													DP et APC	Après le remboursement par le fournisseur FOTON du montant déjà payé une nouvelle consultation pour achat de camion sera engagée courant 1 ^{er} trimestre 2011
A1.7 : Edification et équipement CDC													DP, APC, ANGEM et mouvement associatif	La construction et l'équipement seront achevés fin mars 2011, la gestion se poursuivra jusqu'à la fin de l'année
A1.8 : Amélioration de la gestion de la voirie													DP, APC	Opération achevée par l'acquisition d'un tractopelle en 2010

A1.9 : Amélioration de la gestion de l'AEP														DP, DHW, APC	Les travaux de génie civil sont prévu courant Q1. La livraison des stations est prévu début février, la gestion et l'exploitation par DHW se poursuivra.
A1.10 : Communication-information														DP	Elaboration de TDR pour recrutement d'une agence communication devant mettre en place un plan de communication
A1.11 Alphabétisation-scolarisation															Opération centralisée financièrement par le MSNF. Au 31/12/2010 l'activité est suspendue en raison de non renouvellement de contrat de responsable de l'opération, de l'immobilisation de véhicule de service y affecté par la non couverture d'une police d'assurance et de la non inscription des candidates au niveau de l'office faute de paiement par le MSNF des frais de scolarité

R2 :

Activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A.2.1 : /Formation et développement micro crédit et micro entreprises													DP, ANGEM	La DP a recrutée courant Q4 2010 un expert nationale pour la mise en place d'un dispositif micro crédit une négociation est engagée avec le partenaire choisie par ce dispositif en l'occurrence l'ANGEM, le projet est en attente de la signature de la convention de partenariat prévu fin Q1 2011

A2.10 : Création de forages													DP, DHW	<p>Le premier appel d'offre lancé en 2010 c'est avéré infructueux en raison de coûts élevés des offres .la DHW propose au programme d'abandonner la création d'un forage par l'exploitation d'un autre forage dont il s'agit de transférer ses eaux vers les périmètres d'irrigation. le programme lancera par conséquent le DAO pour cette nouvelle proposition courant 2011</p>
-----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	---

R3 :

Activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
A.3.1 Sensibilisation à l'environnement													DP, APC, Foret, Agriculture, Environnement	Sur proposition de comité de pilotage il est prévu un montage financier entre APC, Foret, Agriculture, Environnement et programme pour la création d'un air de d'attente au niveau de la commune de Sidi Fredj, devant servir de support pédagogique à la sensibilisation sur l'environnement encadré par les services concernés
A.3.2. Plan de protection des zones humides														Fusionné avec A02.03
A.3.3. Protection des B.V														Prévu en réalisation en 2012 après réception des études des potentiels
A.3.4. Etude et formation protection des BV														Fusionné avec A02.03
A.3.5. Etude de faisabilité de mobilisation des eaux de surface														Fusionné avec A02.03
A3.6Réalisation de lacs collinaires														Prévu en réalisation en 2012 après réception des études des potentiels
A.3.7.Reboisement													DP, Foret, APC Entreprises de réalisation	Si le cahier des charges actuellement auprès de comité ad hoc est approuvé fin janvier 2011. le lancement de l'appel

																		d'offre national, le jugement des offres, l'approbation de marché et le démarrage des travaux s'étaleront de février à décembre et se poursuivront en 2012	
A.3.8. Traitement eaux et déchets solides																		DP, APC et environnement	S'agissant d'opération de démonstration, la Direction de l'Environnement d'attendre l'aboutissement d'une étude qui sont engagés portant sur la gestion et le traitement des eaux usées et des déchets solides, le programme réfère utiliser la conclusion de cette étude pour engager cette opération courant Q4 2011

Z- Moyens généraux

Activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
Z01.01 :Co responsable													DP AF	Neant
Z01.02 : Responsable National													DP AF	Neant
Z01.03 Expert en communication														Budget inseré dans élaboration PDL(voir PV CCL de 14/12/2009)
Z01.04 : Expert en développement local													DP AF	Neant
Z01.05 : frais de mission													DP AF	Neant

Z01.06 : Cout du gestionnaire															Ce poste est annulé
Z01.07 : Frais de fonctionnement CTS et CCL														DP AF	04 réunions de CTS et 02 réunions de CCL
Z01.08 : Mission d'appui et renforcement														DP AF	Mission 01 demarage PDL Mission 02 : démarrage microcrédit Mission 03 et 04 évaluations
Z02.01 Personnel administratif														DP AF	
Z02.02 Personnel de soutien														DP AF	
Z03.01 Véhicules														DP AF	Convention et Bon de commande engagé en décembre 2010 pour acquisition de 04 véhicules auprès de TOYOTA
Z03.02 : Equipement de bureau															Néant
Z03.03 : Equipement informatique														DP AF	Néant
Z03.04 : Frais de fonctionnement														DP AF	
Z04.01 Evaluation de processus														RR	Mission 01 en mars Mission 02 décembre
Z04.02 Audit annuels														RR	Éventuellement mission 01 décembre

